



**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'ÉNERGIE ET DE LA MER**

Inove.com

**Identité, NOrme, Vulnérabilité, pour une
approche Ecologique de la CONSommation
durable des Ménages**

Rapport de synthèse

Programme MOVIDA
Convention n° 13-MUTS-MOVIDA-2-CVS-015
N° Chorus 2101 159 512

29 octobre 2013 – 29 avril 2016

Le projet de recherche INOVE.COM (Identité, NOrme, Vulnérabilité, pour une approche Ecologique de la COnsommation durable des Ménages) s'inscrit dans le cadre du second appel à proposition de recherche MOVIDA. Ce projet s'intéresse au lien que l'on pourrait construire entre l'amélioration de la qualité de vie des personnes et l'adoption de comportements écologiques, en vue de proposer des leviers d'actions pour accompagner les changements de pratiques vers une consommation plus durable. Il cible plus particulièrement les populations en situation de déclassement social et repose principalement sur une enquête populationnelle menée au sein de trois territoires situés le long d'un gradient de métropolisation girondin. Ce projet a été mené en partenariat avec des acteurs de terrain et a donné lieu à une expérimentation de communication engageante.

A. Problématique et méthodologie

Travaux préparatoires :

En amont de l'enquête populationnelle et de l'expérimentation, plusieurs travaux préparatoires ont été menés : une pré-enquête permettant de recueillir de l'information qualitative afin de mieux définir les dimensions à aborder ; un diagnostic des trois territoires d'études retenus (métropole bordelaise, communauté de communes du Pays Créonnais, communauté de communes du Pays Foyen) visant à identifier les « perturbateurs » pouvant affecter la qualité de vie ; une étude portant sur la caractérisation et la catégorisation des comportements écologiques ; ainsi qu'une recension des structures d'accompagnement dans le champ social et environnemental.

A l'issue de cette première phase du projet, plusieurs questions ont émergé : **comment les personnes en situation de déclassement social s'adaptent-elles et comment des stratégies écologiques peuvent-elles représenter une source d'adaptation ?** Le fait d'amener les changements de pratiques en faveur de comportements plus écologiques, souvent considérés comme des contraintes, à être perçus comme des sources potentielles de valorisation sociale et, *in fine*, comme des supports d'estime personnelle, peut-il permettre d'envisager l'évolution de la consommation et des modes de vie de façon plus « durable » ? Quels leviers d'action mobiliser à l'échelle territoriale pour atténuer la dégradation de la qualité de vie des personnes vulnérables, et réduire les préjudices induits par les restrictions et les modifications d'accès à certains postes de consommation de biens et services, tout en valorisant les comportements écologiques ?

L'enquête populationnelle :

Afin de répondre à ces questions, un **questionnaire ad-hoc basé sur les méthodes de la psychologie sociale a été conçu et administré auprès de 285 répondants** répartis de façon homogène sur les trois territoires d'étude. Ce questionnaire permet d'abord d'appréhender la perception des normes pro-environnementale (injonctive et descriptive) et consumériste, les motivations identitaires (estime de soi, continuité, distinctivité, sens, efficacité, appartenance), le sentiment de contrôle, les perturbateurs vécus, ainsi que le sentiment de déclassement social des répondants. Le questionnaire permet ensuite de

caractériser les cinq catégories de pratiques écologiques retenues (autoproduction, prolongation, partage et échange, réduction, remplacement) d'un point de vue descriptif, en lien avec i) les motivations à les pratiquer, ii) la satisfaction des motivations identitaires et iii) les leviers d'actions pour l'adoption de ces pratiques.

Une approche subjective du déclassement social

Il est important de noter ici que nous avons retenu une approche subjective du déclassement social. La notion de déclassement peut en effet s'appréhender en fonction d'indicateurs objectifs (par exemple une diminution de revenus), mais elle peut également renvoyer à des éléments subjectifs tels que des perceptions ou des craintes exprimées individuellement ou collectivement. La hantise du déclassement, qui repose sur la croyance que chacun risque à tout moment de perdre son emploi, son salaire, ses privilèges ou son statut, en est un bon exemple. Par conséquent, le déclassement social peut se développer à un niveau subjectif et se traduire par un *sentiment* de déclassement; on peut parfaitement imaginer qu'un individu qui, d'un point de vue objectif, vit une situation de mobilité sociale descendante n'en est pas affecté psychologiquement et donc ne s'estime pas déclassé alors qu'un autre, dans la même situation, expérimente le déclassement social à la fois aux plans objectif et subjectif. **Dans cette recherche, nous nous intéressons en particulier au sentiment de déclassement qui peut entraîner une perte d'estime de soi et la sensation d'être dans l'incapacité de s'adapter.** En effet, on ne peut pas réellement parler de déclassement si le sujet s'adapte et ne ressent pas la situation comme une situation de déclassement social. C'est donc à la fois la situation et la perception de cette situation qui définissent l'approche du déclassement social retenue dans cette recherche. Pour identifier les personnes en déclassement, celui-ci a été mesuré à l'aide d'une question (« *Comment définiriez-vous votre mode de vie ?* ») sous forme d'échelles. Les répondants étaient amenés à placer un tiret vertical sur chaque échelle (« *votre niveau de vie aujourd'hui* » ; « *votre niveau de vie il y a quelques années* » ; « *votre niveau de vie dans quelques années* »), ce qui permettait d'évaluer leur sentiment de déclassement actuel, ainsi que leur perception pour l'avenir. Lorsqu'un répondant indique une augmentation de son niveau de vie par rapport au passé, on estime qu'il ne ressent pas de sentiment de déclassement. En revanche, lorsqu'un répondant indique que son niveau de vie lui paraît inférieur par rapport au passé, on estime qu'il exprime un sentiment de déclassement.

Les perturbateurs en lien avec les territoires

Les « perturbateurs » sont considérés comme des causes de toutes natures et de toutes origines susceptibles de déstabiliser une société de façon relativement rapide et profonde, pouvant conduire à un changement structurel et fonctionnel peu réversible, généralement perçu et vécu de façon négative par la majorité de la population. Pour cette recherche, nous avons considéré les perturbateurs comme des facteurs pouvant être à l'origine d'un déclassement social. Notre recherche s'intéresse aux populations en proie à un sentiment de déclassement social dans le département de la Gironde. Mais selon les territoires d'études considérés, et en particulier selon l'influence de la métropolisation, les perturbateurs entraînant le déclassement social peuvent être contrastés. En fonction des éléments issus du diagnostic territorial, huit perturbateurs sont retenus dans l'étude. Sept d'entre eux sont liés à des perturbateurs « micro » (baisse des revenus, problèmes de santé, recompositions familiales, retraite, chômage, difficultés d'adaptation aux nouvelles technologies, devenir propriétaire de son logement) et un correspond au niveau « méso » (évolution défavorable du quartier). Certains d'entre eux peuvent être liés par des relations de causes à effets : par

exemple, le chômage peut entraîner une baisse de revenus et, si ce manque d'argent entraîne un déficit de soins, peut générer des problèmes de santé.

Les comportements écologiques

Dans le cadre de ce projet, et d'une problématique de durabilité des modes de vie, nous avons choisi d'élargir et de complexifier la définition d'un comportement « écologique » en associant les dimensions sociale, économique et culturelle à la dimension strictement environnementale. Ces comportements écologiques sont nombreux et diffèrent en fonction des postes de consommation. Un travail d'identification et de classification a permis au préalable de dénombrer plus d'une centaine de comportements différents promus sur les sites internet de diverses institutions publiques et organisations, pouvant être mis en œuvre par les citoyens, et de les catégoriser en pratiques « opérationnelles ». Il s'agit de :

- **l'auto-production** liée au « do-it yourself », au jardinage ou à la réparation (produire ses légumes et sa volaille ; faire des vêtements et du tricot ; fabriquer des meubles, des jouets, de la décoration, ...)
- **la prolongation de la durée de vie du produit** (entretenir et réparer des meubles, l'électroménager, la maison, la voiture, le vélo ; donner plutôt que jeter, ...)
- **la mutualisation** (acheter en commun ; covoiturer ; partager un outil, un logement ; échanger des services : travaux de jardinage contre réparation de vélo, ...)
- **la réduction** d'achats, de consommation, d'énergie (acheter moins, chauffer moins, réduire l'usage de la climatisation, ...)
- **la substitution** (acheter d'occasion plutôt que neuf ; acheter local ; prendre le vélo plutôt que la voiture, ...).

Dans le questionnaire, nous avons choisi de proposer ces cinq catégories de pratiques larges illustrées par quelques comportements ciblés (complétés par des points de suspension pour ne pas les restreindre) et de demander aux répondants de déclarer la fréquence de leur pratique au moyen de la question : « Le faites-vous ?, de 1 : jamais, à 6 : le plus souvent possible ».

Norme consumériste et norme pro-environnementale

S'agissant des normes sociales, la **coexistence d'une norme consumériste et d'une norme pro-environnementale** émergente a été prise en compte. Concernant la norme pro-environnementale, nous avons distingué une **norme injonctive (« ce qui est bien vu »)** et une **norme descriptive (« ce que font les autres »)** et avons fait l'hypothèse de leur différence : à savoir que les répondants associent bien comportements écologiques et valorisation sociale (norme injonctive) mais sont conscients que ces comportements ne sont pas réalisés par tout le monde (norme descriptive). En d'autres termes, nous supposons que l'adhésion à la norme pro-environnementale injonctive sera supérieure à l'expression de la norme pro-environnementale descriptive. Pour mesurer l'adhésion à la norme consumériste nous avons retenu un ensemble de 7 items extraits de l'outil « Material Value Scale » dans sa version courte proposée par Richins (2004). La norme pro-environnementale injonctive est pour sa part mesurée à l'aide de la question réitérée pour chaque comportement écologique : « *De manière générale, pensez-vous que ce comportement est très mal vu (score 1) à très bien vu (score 6)* » ; la norme pro-environnementale descriptive est mesurée

par la question : « *Selon vous, ce comportement est-il pratiqué par personne (score 1) à tout le monde (score 6)* ».

Motivations expressives et instrumentales

Parmi les différentes **approches théoriques de l'identité**, nous avons retenu l'approche de Vignoles et al. (2006) qui permet d'identifier **six motivations** conceptuellement distinctes pouvant être impliquées dans les processus de construction de l'identité. Selon ce modèle, les individus sont motivés à se voir positivement (estime de soi) ; croire que leurs identités sont continues dans le temps malgré les changements significatifs de la vie (continuité) ; se différencier des autres personnes (distinctivité) ; penser que leur vie est significative (sens) ; croire qu'ils sont compétents et capables d'influencer leur environnement (efficacité) ; ressentir qu'ils sont inclus et acceptés par les autres (appartenance). Ce modèle considère donc l'identité comme un processus basé sur plusieurs motivations différentes. Plusieurs motivations identitaires peuvent ainsi influencer les comportements écoresponsables. La motivation d'efficacité par exemple, joue un rôle pivot entre le raisonnement et le passage à l'action : c'est parce que les personnes croient en l'efficacité de leurs actes qu'ils transforment leurs pensées en conduites. De plus, le constat de la réussite des comportements d'autres individus auxquels ils peuvent s'identifier, renforce la motivation, permet de préciser les attentes de résultats de l'action et de percevoir les obstacles plus clairement. Nous avons opté pour la formulation des motivations identitaires sous forme d'items avec une échelle de Likert en 6 points. En plus des motivations identitaires (motivations expressives), des motivations instrumentales sont investiguées dans notre étude. Il s'agit des motivations économiques, sanitaires et sociales à pratiquer les comportements écologiques.

Le protocole expérimental de communication engageante :

Un protocole expérimental visant à tester et opérationnaliser des leviers d'accompagnement pour amener des ménages à adopter des comportements de consommation plus durables, tout en considérant ce changement non plus de manière contraignante, mais comme attrayant et gratifiant, a également été conduit. Les intentions étaient doubles : d'abord, tenter de provoquer le changement de comportement pour des pratiques de consommation durable, et ensuite observer l'effet de ces changements sur la satisfaction des motivations identitaires. Pour ce faire, nous avons choisi d'utiliser une voie d'action prometteuse pour viser le changement d'attitude et de pratique : **le paradigme de la communication engageante**. Il s'agissait de vérifier l'impact de la communication engageante en comparant deux conditions expérimentales : la condition communication engageante (le groupe suit un protocole de communication engageante) et la condition contrôle (le groupe ne reçoit qu'un message de sensibilisation classique). Le bilan de cette expérimentation est décevant. Ayant eu trop peu de participants lors de l'expérimentation à Bordeaux (7 pour le groupe test et 3 pour le groupe contrôle), nous n'avons pu recueillir un nombre de données suffisant pour conclure à des résultats robustes. Les expérimentations prévues au sein de la communauté de communes de Créon et de la communauté de communes du Pays Foyen ont dû être annulées faute de participants. Malgré tout, l'ensemble des participants du groupe « test » se sont engagés à effectuer un ou plusieurs comportements, et tous disent les avoir pratiqués après l'expérimentation. Dans le but

d'obtenir un échantillon plus important, nous avons reproduit cette procédure sur deux groupes d'étudiants (professeurs stagiaires) de l'Ecole Supérieure du Professorat et de l'Education d'Aquitaine (ESPE). Cependant, les nombreux biais méthodologiques associés à cette nouvelle expérimentation (contexte de libre choix non respecté, questionnaires sur les motivations identitaires après expérimentation non complétés, effet de groupe non contrôlé, etc.) ne nous permettent de conclure quant à l'efficacité de la communication engageante pour valider expérimentalement le lien entre adoption de comportements écologiques et évolution du degré de satisfaction des motivations identitaires.

B. Organisation du rapport et résultats

La première partie du rapport s'intéresse au sentiment de déclassement social et à ses causes au sein des territoires. La deuxième partie vise à mieux cerner la relation entre comportements écologiques, normes et motivations identitaires. La troisième partie, qui fait le lien entre les parties 1 et 2 du rapport, montre dans quelle mesure l'adoption de comportements écologiques peut représenter une stratégie pour surmonter le sentiment de déclassement social, et le rôle joué par les motivations identitaires. La quatrième partie explicite la mise en œuvre du protocole expérimental basé sur le paradigme de la communication engageante dans l'objectif de mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre, les leviers intervenant dans les changements de comportements des consommateurs, ainsi que les freins. Finalement, la partie 5 permet de synthétiser l'ensemble des résultats et de proposer des leviers d'actions pour accompagner les changements de pratique vers une consommation plus durable (Figure 1).

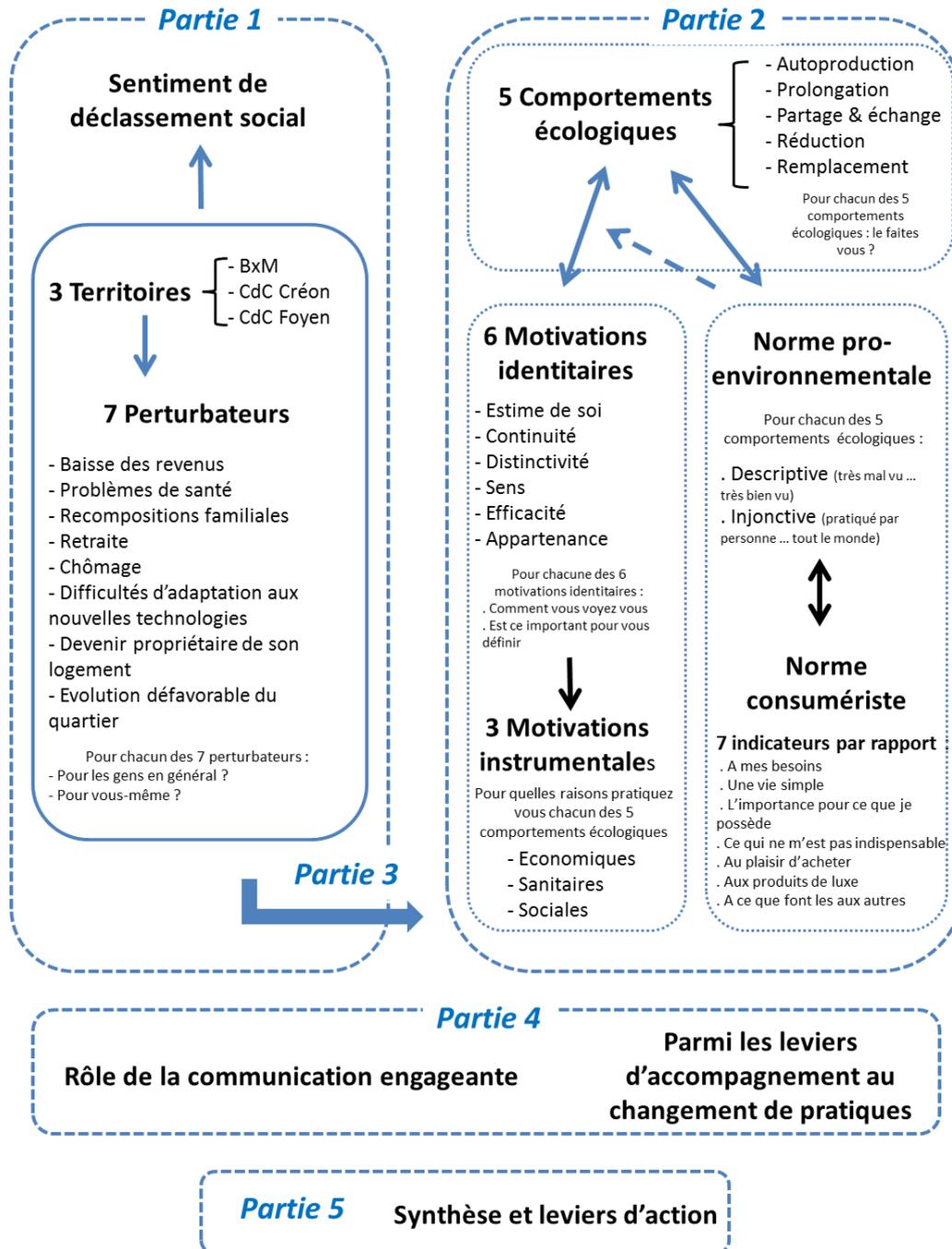


Figure 1. Présentation schématique de l'organisation du rapport

1. Le sentiment de déclassement social paraît s'affranchir des conditions socio-économiques concrètes.

Nous avons fait l'hypothèse d'un lien entre territoires et perturbateurs d'une part, et entre perturbateurs et sentiment de déclassement social d'autre part, pour voir si nous observions de différences concernant le sentiment de déclassement social entre territoires.

Tout d'abord, la moitié des répondants de l'échantillon peuvent être considérés en situation de déclassement social. Ce résultat est d'autant plus intéressant que ce sentiment de déclassement social n'est affecté pas par des critères socio-économiques ni socio-démographiques. Les résultats montrent également qu'il n'y a pas de lien entre les territoires et le sentiment de déclassement. D'autre part, bien que le diagnostic territorial mette en évidence de nombreuses spécificités liées notamment au gradient de métropolisation, seules quelques-unes ressortent comme des perturbateurs significativement différents entre les trois territoires (chômage, recomposition familiale, retraite). Quatre perturbateurs sur les huit retenus (chômage, problèmes de santé, recompositions familiales et baisse de revenus) peuvent expliquer le sentiment de déclassement.

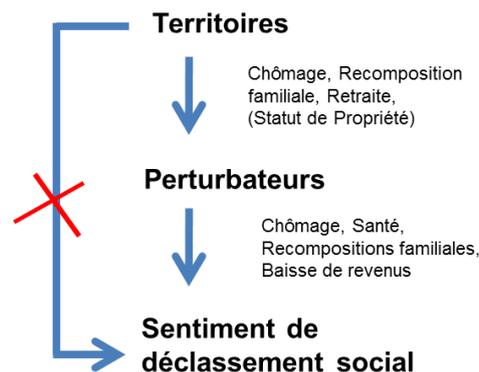


Figure 2. Liens entre territoires, perturbateurs et sentiment de déclassement social

2. Le sentiment de déclassement social n'impacte pas directement l'adoption de comportements écologiques

L'enquête INOVE.COM montre tout d'abord que l'ensemble des répondants disent pratiquer les comportements écologiques. Un gradient territorial est observé concernant l'adoption de certains comportements (augmentant de Bordeaux Métropole à la communauté de communes du Pays Foyen), expliqué en partie par l'âge. Des plus fréquemment pratiqués aux moins fréquemment pratiqués, on retrouve les comportements associés à : la prolongation, la réduction, le remplacement, la mutualisation et l'échange et l'autoproduction. Les pratiques les plus fréquentes renvoient, au-delà des répercussions financières immédiates (anti gaspillage et économies d'argent), à des écogestes très médiatisés, plus anciennement ancrés, et des dispositifs techniques facilement disponibles sur le marché (ampoules basse consommation, thermostats, etc.). Les pratiques les moins fréquentes sont la mutualisation, plus difficile à mettre en œuvre dans une société individualiste, et l'auto-production qui nécessite de l'espace, du temps, des moyens et des compétences spécifiques. Ces pratiques sont apparues plus récemment et sont moins diffusées. Enfin, le remplacement nécessitant de disposer d'informations comparatives, affiche un score médian.

Globalement, le déclassement n'impacte pas directement l'adoption de comportements écologiques. Ces pratiques ne semblent réservées ni à des personnes se sentant vulnérables et qui perçoivent une diminution de leur qualité de vie, ni à une frange aisée de la population qui a le luxe de pouvoir choisir son mode de consommation et styliser son existence. S'il n'y a pas de différence en termes de fréquence cela ne veut pas dire pour autant qu'il n'y en ait pas en termes de nature. Pour les personnes qui ne ressentent pas le déclassement social, on n'observe pas de relation directe entre motivation économique et

comportement écologique. Pour celles qui expriment un sentiment de déclassement social, on observe que le lien entre motivation économique et comportement écologique passe par la satisfaction des motivations identitaires. Autrement dit, pour ces dernières, c'est parce que ces économies sont réalisées d'une façon qui permet de se valoriser personnellement et socialement, une façon qui permet de satisfaire des motivations identitaires, qu'elles sont liées au comportement écologique.

3. Une prise de conscience de la désirabilité sociale des comportements écologiques

En ce qui concerne les normes sociales, nos résultats montrent tout d'abord qu'il est possible d'adhérer simultanément au consumérisme et au pro-environnementalisme. La transition d'une culture consumériste à une culture pro-environnementale ne pourrait se faire qu'en intégrant progressivement un nouvel univers d'attitudes et de comportements à d'anciens modèles de consommation sans les heurter complètement. La distinction opérée entre norme injonctive et descriptive concernant le pro-environnementalisme indique par ailleurs que l'adhésion aux valeurs pro-environnementales est actuellement bien plus manifeste que sa traduction dans des pratiques effectives. La relation entre norme pro-environnementale injonctive d'une part et pratique des comportements écologiques pris dans leur ensemble d'autre part, est positive et significative. Autrement dit, il y a une conscience de la désirabilité sociale des comportements écologiques : plus les comportements écologiques sont bien vus, plus ils sont pratiqués ou vice-versa. Par contre, aucun lien n'est mis en évidence entre norme pro-environnementale descriptive et comportements écologiques. Les personnes sont bien conscientes qu'il est socialement valorisé d'adopter des pratiques pro-environnementales sans pour autant constater leur existence dans le quotidien.

4. Les motivations identitaires comme médiatrices du lien entre comportements écologiques et motivations économiques pour les personnes ayant un fort sentiment de déclassement social

Chez les personnes ayant un fort sentiment de déclassement social, lorsque l'on intègre la variable des motivations identitaires dans le modèle, la relation entre facteur économique et comportement n'est plus significative. Si les plus déclassés de notre échantillon ont des motivations économiques plus fortes pour la pratique de l'autoproduction, du partage et de l'échange de biens, l'introduction des motivations identitaires dans le modèle apporte une nouvelle information : ces pratiques ne sont pas uniquement imposées par la nécessité mais assorties d'un sens profond de valorisation personnelle et sociale.

Nous postulons que l'adoption de nouvelles valeurs pouvait amener les individus à percevoir comme positifs des comportements jusqu'alors envisagés comme contraignants. Nos résultats démontrent en effet que la mise en œuvre de comportements écologiques a des conséquences positives pour les individus (définis comme étant en situation de déclassement social ou pas) en agissant sur la satisfaction de leurs motivations identitaires (notamment les motivations de sens donné à sa vie et d'efficacité personnelle). Ainsi, on peut envisager le fait que l'adoption de pratiques plus responsables pourrait contribuer à un processus dynamique de résilience. Du point de vue de l'efficacité des actions visant à

promouvoir les comportements pro-environnementaux il est donc essentiel de mettre au premier plan les avantages pour l'individu en termes de valorisation sociale et personnelle et de transformer des choix dictés par la nécessité en choix de liberté.

C. Comment agir et accompagner ?

1. Pistes d'action en lien avec les motivations identitaires

Les liens observés entre adoption de comportements écologiques et satisfaction des motivations identitaires permettent de proposer des pistes d'action pour promouvoir les comportements écologiques.

En lien avec les motivations d'appartenance, de distinctivité et d'estime de soi, il paraît important de mettre l'accent sur le caractère distinctif (autant personnel que groupal) de l'adoption de comportements écologiques. Il est donc nécessaire de faire le lien entre un comportement écologique et un renforcement de l'image positive de soi et de son groupe d'appartenance. Un slogan du type « prolonger la vie des objets, c'est une affaire de gens biens » nous paraît de ce fait approprié. Par ailleurs, le site écolo-radin (<http://www.ecolo-radin.fr>) promeut la distinctivité d'être « radin » (plus que le fait de faire des économies) pour l'adoption de comportements écologiques liés à la réduction.

Concernant la motivation identitaire de continuité, l'adoption de nouveaux comportements doit s'inclure directement dans le style de vie de la personne et son système de valeurs, et ne doit pas être vécu comme une rupture. Il est donc important que les personnes s'approprient le changement, ce qui est sans doute facilité dans le cas d'une transmission inter-générationnelle.

L'efficacité et le sens ont obtenu les scores les plus forts dans notre étude. Ainsi, l'adoption de nouveaux comportements écologiques doit donner aux personnes un sentiment de contrôle, de maîtrise de leur existence et d'indépendance. L'acquisition de nouvelles compétences facilite l'empowerment, ce qui est particulièrement important pour les personnes se ressentant en déclassement, souvent dépendantes et qui ont donc plus besoin de prouver qu'elles ont un sentiment de contrôle. En outre, les comportements écologiques doivent être liés à une motivation intrinsèque et avoir un sens. Autrement dit, la promotion des comportements écologiques doit montrer que l'adoption de ces comportements sert à quelque chose, en associant une pratique écologique concrète (par ex. « je trie mes déchets ») à des enjeux plus globaux (par ex. l'économie de ressources). D'un point de vue sociétal, on voit apparaître des initiatives qui donnent du sens à ces actions, par exemple dans l'ouvrage « Ecolonomie : entreprendre sans détruire » (Drunon, 2016).

2. Quels moyens d'accompagnement à l'adoption de pratiques écologiques ?

Ce sont avant tout les conseils et l'information qui facilitent/seraient le plus l'adoption des comportements écologiques, devant la formation et une aide financière. Ainsi, les leviers concernant la promotion des comportements écologiques seraient donc plus informatifs que liés à la formation ou à une aide financière éventuelle. Cependant, on peut ici penser à une forme de désirabilité sociale, où le fait de vouloir plus d'information est un résultat souvent observé dans les enquêtes relatives aux questions environnementales.

Concernant les acteurs qui pourraient aider les personnes à adopter ces comportements écologiques, on trouve par ordre d'importance : la famille et les amis, les associations, les collectivités, les centres sociaux et d'animation socio-culturelle et enfin les réseaux sociaux. Les leviers d'action qui peuvent fonctionner concernent ainsi l'influence des pairs, comme dans le cas des foyers témoins, foyers à énergie positive, etc. où les personnes et/ou ménages ayant mis en œuvre des comportements écologiques sont les ambassadeurs de ces comportements auprès de leurs proches. La promotion active des comportements écologiques par les collectivités et les centres sociaux et d'animation ne semblent actuellement pas être perçue par les répondants, à la différence des associations. Une communication plus efficace de ces structures au plus près de la diversité des personnes et de leurs modes de vie semble donc à privilégier.

3. Vers une meilleure prise en compte de l'importance des proximités

Les échelles spatiales et temporelles auxquelles se situe la question de l'épuisement des ressources de la planète est trop éloignée des citoyens pour impacter de façon directe et immédiate leurs comportements quotidiens. Les paradigmes du *dilemme social* et du *piège social* rappellent la distance entre des attitudes et valeurs pro-environnementales et leur mise en œuvre. Dans le premier, les individus doivent choisir entre un comportement bénéfique pour soi vs bénéfique pour le collectif. Quant au piège social, il pose l'alternative entre un bénéfice immédiat vs pour les générations futures.

Finalement, à la lumière de nos résultats, les mots clés sont le Soi, la proximité sociale et spatiale.

Les leviers d'action pourraient être conçus et ciblés à partir des pistes suivantes.

- Les comportements écologiques à promouvoir devraient être en mesure de satisfaire tout ou partie des motivations identitaires qui permettent à l'individu de se penser comme autonome et de poser un comportement signifiant pour lui. Il s'agit d'identifier au préalable les motivations identitaires les plus importantes pour chaque comportement écologique. On trouvera pour chaque comportement spécifique des procédures de communication, de persuasion ou d'expérimentation directement liées et formulées en fonction des motivations identitaires pertinentes. Par exemple, associer explicitement un comportement concret de prolongation des objets à un souci de transmission intergénérationnelle pour satisfaire le besoin de continuité ; associer la mise en pratique d'un comportement novateur au besoin de distinctivité ...
- Surtout lorsqu'ils s'adressent à des personnes vulnérables, les arguments devront être ciblés sur les gains (sociaux, psychologiques, économiques, sanitaires...) et éviter toute forme de connotation de privation : au contraire, on associera autant que faire se peut hédonisme et pro-environnementalisme !
- Les comportements écologiques à promouvoir doivent s'inscrire dans un collectif et se fonder sur les mécanismes d'influence sociale. Par exemple, indiquer pour chaque comportement, quels sont les supports d'identification (pairs, amis, famille, célébrités...) qui le pratiquent déjà et ainsi amorcer les mécanismes de comparaison sociale.

- Les comportements écologiques promus doivent s'inscrire dans un collectif spatialement circonscrit (structure de quartier, voisinage...). En l'occurrence, l'identité de lieu joue au même titre que l'identité sociale. Les enjeux climatiques lointains ne seront assimilés et appropriés qu'au travers du filtre de la proximité (« En quoi et quand mon territoire sera-t-il affecté par la dégradation du climat ? ») qui restent, quoiqu'il en soit, les questions les plus préoccupantes pour la plupart des citoyens. Cela renvoie à la nécessité pour les acteurs politiques de veiller à s'appuyer sur les territoires vécus et leur hétérogénéité.

D. Publications & actions de valorisation

2014

BALLESTA, O., CARIMENTRAND, A., CAUSSE, E., DELERUE, F., FELONNEAU M-L., GOMBERT-COURVOISIER, S. et RIBEYRE, F. 2016, Séminaire MOVIDA : Rencontre interdisciplinaire sur les modes de consommation et de vie durables, 20 mars 2014, Paris. Communication orale.

2015

BALLESTA, O., CARIMENTRAND, A., CAUSSE, E., DELERUE, F., FELONNEAU M-L., GOMBERT-COURVOISIER, S. et RIBEYRE, F. 2015, Séminaire collaboratif du projet INOVE.COM, 4 juin 2015, Bordeaux.

BALLESTA, O., CARIMENTRAND, A., CAUSSE, E., DELERUE, F., FELONNEAU M-L., GOMBERT-COURVOISIER, S. et RIBEYRE, F. 2015. Projet INOVE.COM. Séminaire MOVIDA DECIDEURS LAB, 18 juin 2015, Paris. Communication orale.

CAUSSE, E., 2015. Problématiques environnementales et enjeux de l'interdisciplinarité. Conférence Invitée, Colloque de Recherche de Maîtrise en Psychologie, Université de Genève, Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education, 15 Novembre 2015.

2016

BALLESTA, O., CARIMENTRAND, A., CAUSSE, E., DELERUE, F., FELONNEAU M-L., GOMBERT-COURVOISIER, S. et RIBEYRE, F. 2016, 107-112. L'adoption de comportements écologiques face au déclassement social : éléments préliminaires. Chapitre d'ouvrage in : Bourg, D., Dartiguepeyrou, C., Gervais, C. et Perrin, O. (Dir.) Les nouveaux modes de vie durables. S'engager autrement. Le bord de l'eau, 205 p.

BALLESTA, O., CARIMENTRAND, A., CAUSSE, E., DELERUE, F., FELONNEAU M-L., GOMBERT-COURVOISIER, S. et RIBEYRE, F. 2016. Vulnérabilité des ménages et déclassement social : quelles stratégies pour quels territoires ? Colloque international « Vulnérabilités et territoires », Dijon – 19-21 octobre 2016. Communication orale.

CAUSSE, E., FELONNEAU, M.-L. BALLESTA, O, CARIMENTRAND, A., DELERUE, F., GOMBERT-COURVOISIER, S. et RIBEYRE, F., 2016. Comportements pro-environnementaux et déclassement social. 11^{ème} CIPSLF, organisé par l'ADRIPS et le LPCS, Université Genève, Juin/Juillet, 2016.

CAUSSE, E., FELONNEAU, M.-L. BALLESTA, O, CARIMENTRAND, A., DELERUE, F., GOMBERT-COURVOISIER, S. et RIBEYRE, F., 2016. L'adoption de comportements écologiques : une stratégie face au sentiment de déclassement social ? 57^{ème} Congrès de la Société Française de Psychologie, Université Paris-Ouest Nanterre La Défense, 7-9 Septembre 2016.

CAUSSE, E., FELONNEAU, M.-L. BALLESTA, O, CARIMENTRAND, A., DELERUE, F., GOMBERT-COURVOISIER, S. et RIBEYRE, F., 2016. (résumé accepté en vue de publication dans la revue

PsyEcology). Promoting pro-environmental behaviors beyond their economic and ecological advantages: the role of identity motives.

FELONNEAU, M.-L. et CAUSSE, E., 2016. Pro-environmentalism, identity dynamics and environmental quality of life. In G. Fleury-Bahi, E. Pol, & O. Navarro (Eds.) Handbook of Environmental Psychology and Quality of life Research. Springer.

FELONNEAU M-L. et GOMBERT-COURVOISIER, S. Des attitudes aux comportements. Exemple de la gestion domestique des déchets. Séminaire MOVIDA DECIDEURS LAB, 4 avril 2016, Paris. Communication orale

GOMBERT-COURVOISIER, S et FELONNEAU M-L. Comportements pro-environnementaux et estime de soi. Séminaire MOVIDA DECIDEURS LAB, 4 avril 2016, Paris. Communication orale



**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'ÉNERGIE ET DE LA MER**

Inove.com

Identité, NOrme, Vulnérabilité, pour une approche Ecologique de la COnsommation durable des Ménages

Résumé exécutif

Programme MOVIDA
Convention n° 13-MUTS-MOVIDA-2-CVS-015
N° Chorus 2101 159 512

29 octobre 2013 – 29 avril 2016

Le projet de recherche INOVE.COM (Identité, NORme, Vulnérabilité, pour une approche Ecologique de la CONSommation durable des Ménages) s'inscrit dans le cadre du second appel à proposition de recherche MOVIDA. Ce projet s'intéresse au lien que l'on pourrait construire entre l'amélioration de la qualité de vie des personnes et l'adoption de comportements écologiques, en vue de proposer des leviers d'actions pour accompagner les changements de pratique vers une consommation plus durable. Il cible plus particulièrement les populations en situation de déclassement social et repose principalement sur une enquête populationnelle menée au sein de trois territoires situés le long d'un gradient de métropolisation girondin. Ce projet a été mené en partenariat avec des acteurs de terrain et a donné lieu à une expérimentation de communication engageante.

En amont de l'enquête populationnelle et de l'expérimentation, plusieurs travaux préparatoires ont été menés : une pré-enquête permettant de recueillir de l'information qualitative afin de mieux définir les dimensions à aborder; un diagnostic des trois territoires d'études retenus (métropole bordelaise, communauté de communes du Pays Créonnais, communauté de communes du Pays Foyen) visant à identifier les « perturbateurs » pouvant affecter la qualité de vie; une étude portant sur la caractérisation et la catégorisation des comportements écologiques ; ainsi qu'une recension des structures d'accompagnement dans le champ social et environnemental.

A l'issue de cette première phase du projet, plusieurs questions ont émergées : **comment les personnes en situation de déclassement social s'adaptent-elles et comment des stratégies écologiques peuvent-elles représenter une source d'adaptation ?** Le fait d'amener les changements de pratiques en faveur de comportements plus écologiques, souvent considérés comme des contraintes, à être perçus comme des sources potentielles de valorisation sociale et, *in fine*, comme des supports d'estime personnelle, peut-il permettre d'envisager l'évolution de la consommation et des modes de vie de façon plus « durable » ? Quels leviers d'action mobiliser à l'échelle territoriale pour atténuer la dégradation de la qualité de vie des personnes vulnérables, et réduire les préjudices induits par les restrictions et les modifications d'accès à certains postes de consommation de biens et services, tout en valorisant les comportements écologiques ?

Afin de répondre à ces questions, un **questionnaire ad-hoc basé sur les méthodes de la psychologie sociale a été conçu et administré auprès de 285 répondants** répartis de façon homogène sur les trois territoires d'étude. Ce questionnaire permet d'abord d'appréhender la perception des normes pro-environnementale (injonctive et descriptive) et consumériste, les motivations identitaires (estime de soi, continuité, distinctivité, sens, efficacité, appartenance), le sentiment de contrôle, les perturbateurs vécus, ainsi que le sentiment de déclassement social des répondants. Le questionnaire permet ensuite de caractériser les cinq catégories de pratiques écologiques retenues (autoproduction, prolongation, partage et échange, réduction, remplacement) d'un point de vue descriptif, en lien avec i) les motivations à les pratiquer, ii) la satisfaction des motivations identitaires et iii) les leviers d'actions pour l'adoption de ces pratiques. Il est important de noter ici que nous avons retenu une approche subjective du déclassement social.

L'enquête INOVE.COM montre tout d'abord que l'ensemble des répondants disent pratiquer les comportements écologiques. Des plus fréquemment pratiqués aux moins fréquemment pratiqués, on retrouve : la prolongation, la réduction, le remplacement, la mutualisation et l'autoproduction. En outre, on observe un gradient territorial concernant l'adoption de certains comportements écologiques (augmentant de BxM à CdC Foyen), expliqué en partie

par l'âge. Au sein de notre échantillon, la moitié des répondants peuvent être considérés en situation de déclassement social. Ce résultat est d'autant plus intéressant que ce sentiment de déclassement social n'est pas affecté par des critères socio-économiques, socio-démographiques ni territoriaux. **Nos résultats engagent donc à prendre en compte la dimension subjective du déclassement social dans la promotion des comportements écologiques et à développer des actions susceptibles de concerner l'ensemble des personnes qui estiment leur qualité de vie menacée.**

Globalement, le déclassement n'est pas directement lié à la pratique des comportements écologiques. L'adoption de ces comportements ne semble réservé ni à des personnes se sentant vulnérables et qui perçoivent une diminution de leur qualité de vie, ni à une frange aisée de la population qui a le luxe de pouvoir choisir son mode de consommation et styliser son existence. S'il n'y a pas de différence en termes de fréquence cela ne veut pas dire pour autant qu'il n'y en ait pas en termes de nature. Pour les personnes qui ne ressentent pas le déclassement social, on n'observe pas de relation directe entre motivation économique et comportement écologique. Pour celles qui expriment un sentiment de déclassement social, on observe que le lien entre motivation économique et comportement écologique passe par la satisfaction des motivations identitaires. Autrement dit, pour ces dernières, c'est parce que ces économies sont réalisées d'une façon qui permet de se valoriser personnellement et socialement, une façon qui permet de satisfaire des motivations identitaires, qu'elles sont liées au comportement écologique.

En ce qui concerne les normes sociales, nos résultats montrent qu'il est possible d'adhérer simultanément au consumérisme et au pro-environnementalisme. La transition d'une culture consumériste à une culture pro-environnementale ne pourrait se faire qu'en intégrant progressivement un nouvel univers d'attitudes et de comportements à d'anciens modèles de consommation sans les heurter complètement. La distinction opérée entre norme injonctive et descriptive concernant le pro-environnementalisme indique par ailleurs que l'adhésion aux valeurs pro-environnementales est actuellement bien plus manifeste que sa traduction dans des pratiques effectives. Les personnes sont bien conscientes qu'il est socialement valorisé d'adopter des pratiques pro-environnementales sans pour autant constater leur existence dans le quotidien. Ce résultat peut nous alerter aussi quant à une possible justification de l'inertie comportementale vis-à-vis de la prise en compte de l'environnement dans les pratiques mais **dans tous les cas les comportements pro-environnementalistes sont socialement valorisés et confèrent à leur auteur un gain psychologique en termes d'estime de Soi. Pour les promouvoir, il faut donc convoquer l'influence sociale et la pression à la conformité.**

Nous postulons que l'adoption de nouvelles valeurs pouvait amener les individus à percevoir comme positifs des comportements jusqu'alors envisagés comme contraignants. Nos résultats montrent que la **pratique des comportements écologiques a des conséquences positives pour les individus sur la satisfaction de leurs motivations identitaires (notamment les motivations de sens donné à sa vie et d'efficacité personnelle) et contribuent à un processus dynamique de résilience.** Du point de vue de l'efficacité des actions visant à promouvoir les comportements pro-environnementaux il est donc essentiel de **mettre au premier plan les avantages pour l'individu en termes de valorisation sociale et personnelle et de transformer des choix dictés par la nécessité en choix de liberté.**